

DEMANDE DE RÉDUCTION DE FRAIS AU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE

La formule ci-jointe s'adresse à tout justiciable qui désire présenter une demande de réduction de frais à la suite d'une déclaration de culpabilité par défaut pour une infraction à une loi du Québec.

1. INSTRUCTIONS POUR PRÉSENTER VOTRE DEMANDE DE RÉDUCTION DE FRAIS.

1.1 À qui adresser la demande?

Si vous avez été déclaré coupable par défaut **ET** que vous n'avez pas pu avoir connaissance du fait que le constat d'infraction vous a été signifié, vous pouvez demander une réduction de frais en déposant votre demande à la Cour municipale où le jugement a été rendu.

1.2 Délai de production de la demande

Votre demande doit être produite dans les **15 jours** de la date à laquelle vous avez pris **connaissance** du jugement vous déclarant coupable. Si le délai de 15 jours est expiré, vous pouvez faire une demande pour être relevé des conséquences de votre retard en remplissant le paragraphe 3 de la formule ci-jointe. Vous devez y exposer les motifs pour lesquels **il vous a été impossible** de présenter votre demande dans le délai imparti.

1.3 Frais exigibles (sujet à modification selon le tarif judiciaire en matière pénale de l'année en cours)*

Des frais* (payables en argent comptant, mandat-poste ou chèque certifié) sont exigés par le greffier lors de la présentation de votre demande de réduction des frais. Le juge qui accueille ou rejette la demande peut ou non imposer d'autres frais. **Les frais que vous pourriez être appelé à payer sont fixés par règlement***. Ces frais sont réduits de moitié si le défendeur est une personne âgée de moins de dix-huit (18) ans.

2. INSTRUCTIONS POUR REMPLIR LA FORMULE CI-JOINTE

2.1 La Demande

Vous devez remplir l'en-tête et indiquer ensuite les allégués et les conclusions de la demande de réduction de frais.

2.2 L'En-tête

- Inscrivez le numéro du dossier du greffe et le numéro du constat d'infraction mentionnés sur l'avis de jugement ou sur le bref d'exécution;
- Inscrivez votre nom, prénom, date de naissance, adresse, code postal et numéro de téléphone dans l'espace réservé à la partie demanderesse.

2.3 Les Allégués

Paragraphe 1

- Inscrivez la date de la déclaration de culpabilité ainsi que les montants de la sentence mentionnés sur l'avis de jugement, sur le bref d'exécution ou sur le procès-verbal d'audience.

Paragraphe 2

- Inscrivez la date à laquelle vous avez pris connaissance du jugement vous déclarant coupable.

Paragraphe 3

- Vous devez remplir ce paragraphe **uniquement** lorsque votre demande de réduction de frais est produite après l'expiration du délai de 15 jours suivant la date où vous avez pris connaissance du jugement vous déclarant coupable. Vous devez y exposer les motifs pour lesquels il vous a été impossible de présenter votre demande dans le délai imparti.

Paragraphe 4

- Vous devez exposer les motifs pour lesquels vous demandez une réduction de frais. *Exemple : je n'ai pas pris connaissance de la signification du constat d'infraction en raison de...*

2.4 Conclusions

Vous devez indiquer les conclusions recherchées en cochant (✓) la case appropriée, signer la demande de réduction de frais et indiquer la date et l'endroit où elle est présentée.

2.5 Déclaration sous serment ou affirmation solennelle

Vous devez rédiger la déclaration sous serment ou l'affirmation solennelle. Le serment ou l'affirmation solennelle est généralement reçu par un commissaire à la prestation de serment ou par un avocat, un notaire, un juge de paix ou le greffier d'une cour de justice.

2.6 Préavis

Vous devez indiquer dans le préavis le nom du poursuivant et du percepteur. De plus, vous devez obtenir du greffier du tribunal les dates, heure et numéro de salle où votre demande de réduction de frais sera entendue et, par la suite, inscrire ces renseignements dans le préavis.

2.7 Signification de la demande

Vous devez signifier votre demande de réduction de frais au poursuivant au moins 5 jours francs avant la date de sa présentation et, dans le même délai, produire cette demande au greffe du tribunal du lieu où le jugement a été rendu.

La signification peut être faite par courrier recommandé, certifié ou par huissier. Cette signification peut être remplacée par un récépissé signé et daté par le poursuivant et portant la mention « reçu copie pour valoir signification ». Vous devez également transmettre une copie de votre demande au percepteur.

NOUS VOUS SUGGÉRONS DE CONSULTER UN AVOCAT POUR TOUS RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

**DISPOSITIONS DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE RELATIVES À LA SIGNIFICATION,
À LA PRÉSENTATION DES DEMANDES ET À LA RÉDUCTION DE FRAIS
À LA DEMANDE DU DÉFENDEUR.
(Articles 19, 31, 32, 252, 255, 256, 261, 262, 263 C.p.p.)**

19. La signification d'un acte de procédure prescrite dans le présent code ou dans les règles de pratique peut être faite au moyen de la poste ou par un agent de la paix ou un huissier.

31. Toute demande écrite indique de façon précise et concise les faits et les motifs sur lesquels elle se fonde et les conclusions recherchées. Une déclaration sous serment attestant les faits allégués doit être jointe à la demande.

Toute demande écrite fait l'objet d'un préavis indiquant ses dates et lieu de présentation.

32. Sauf disposition contraire, tout préavis ainsi que, le cas échéant, la demande écrite et la déclaration faite sous serment doivent être signifiés à la partie adverse au moins cinq jours francs avant la date de présentation de la demande et être produits au greffe du tribunal compétent du lieu de présentation dans ce délai à moins que les règles de pratique ne prévoient un délai différent.

252. La demande écrite doit être produite dans les 15 jours de la date à laquelle le défendeur a pris connaissance du jugement le déclarant coupable.

Toutefois, sur demande écrite, le juge peut relever le défendeur des conséquences de son retard lorsque celui-ci établit qu'il était dans l'impossibilité de présenter une demande de réduction de frais dans ce délai.

255. La demande de rétractation n'opère pas sursis de l'exécution à moins que le juge ne l'ordonne sur demande du défendeur.

Un préavis de la demande de sursis est signifié au poursuivant sauf s'il est présent lors de la demande. Toutefois, en cas d'urgence, le juge peut ordonner le sursis même si le préavis de cette demande n'a pas été signifié au poursuivant.

256. La personne chargée de l'exécution du jugement est tenue d'y surseoir et de rapporter sans délai au greffe l'ordonnance d'exécution dès que lui est signifié un double de la décision qui accueille la demande de rétractation ou de sursis de l'exécution.

261. Le défendeur qui a été déclaré coupable par défaut pour une infraction peut demander que les frais soient réduits au montant minimum fixé par règlement même s'il reconnaît sa culpabilité relativement à cette infraction.

262. La demande de réduction est faite par écrit au juge qui a rendu ce jugement ou, s'il n'est pas disponible, à un juge *ayant* compétence pour le rendre dans le district judiciaire où le jugement a été rendu.

Lorsque le jugement a été rendu dans le district visé au deuxième alinéa de l'article 187 ou au deuxième alinéa de l'article 218.3, la demande de réduction peut en outre être présentée dans le district où la poursuite a été intentée.

263. Le juge accueille cette demande s'il est convaincu que le défendeur, sans négligence de sa part, n'a pu avoir connaissance du fait que le constat d'infraction lui a été signifié. S'il rejette la demande, il peut condamner le défendeur aux frais fixés par règlement.

REDUCTION OF COSTS UNDER THE CODE OF PENAL PROCEDURE

This form is for the use of any person who has been found guilty by default of an infraction of a Quebec law and who wishes to submit an application for reduction of costs.

1. HOW TO FILE AN APPLICATION FOR REDUCTION OF COSTS

1.1 Where to file your application?

*If you have been found guilty by default **and** you were not aware that the statement of offence was served to you, you may file an application for reduction of costs with the Municipal Court at which the judgment was rendered.*

1.2 Deadline for filing your application

You must file your application within 15 days of the date on which you acquired knowledge of the judgment convicting you. If this 15-day period has expired, you may apply to be relieved of the consequences of your delay, by stating, in paragraph 3 of the attached form, the reasons for which you were unable to file your application within the prescribed period.

1.3 Costs payable (following the tariff of court costs in penal mater of the year in course)*

You must pay costs (payable in cash, by money order or certified cheque) to the clerk when filing your application for reduction of costs. The judge who grants or dismisses your application may or may not impose other costs. **The costs that you may be required to pay are set by regulation*.***

2. HOW TO FILL IN THE ATTACHED FORM

2.1 Application

Fill in the top portion and state in the lower portion the allegations and conclusions of your application.

2.2 Top portion

- *Enter the number of the court office file and the number of the statement of offence appearing on the notice of judgment or on the writ of execution;*
- *Enter your full name, date of birth, address, postal code and phone number in the space reserved for the applicant.*

2.3 Allegations

Paragraph 1

- *Enter the date of conviction and the sentence you were condemned as indicated in the notice of judgment, in the writ of execution or in the minutes of trial.*

Paragraph 2

- *Enter the date on which you acquired **knowledge** of the judgment convicting you.*

Paragraph 3

- *Fill in this part **only** if your application for reduction of costs is being filed after the expiry of the 15-day period following the date on which you acquired **knowledge** of the judgment convicting you.*
- *State the reasons for which you were unable to file your application within the prescribed period.*

Paragraph 4

- *State the reasons why you are requesting the reduction of costs. Example: I did not acquire knowledge of the statement of offence because...*

2.4 Conclusions

Check (✓) the box corresponding to the conclusions that you are seeking, sign your application and enter the date and place of filing.

2.5 Affidavit or solemn affirmation

Write out the affidavit or solemn affirmation, which is generally administered by a commissioner for oaths or by a lawyer, a notary, a justice of the peace or the clerk of a court of law.

2.6 Prior notice

Indicate in the prior notice the names of the prosecutor and the collector.

Obtain from the clerk of the court the date, time and room number for the hearing of your application, and indicate that information in the prior notice.

2.7 Service of application

Serve your application on the prosecutor at least 5 clear days before the date on which you file it and, within the same period, file your application at the office of the court in the district in which the judgment was rendered. Serve your application by registered mail, priority courier or bailiff. Service may be replaced by a receipt signed and dated by the prosecutor and bearing the statement "copy received in lieu of service". Send a copy of your application to the collector.

IF YOU REQUIRE FURTHER INFORMATION, WE SUGGEST THAT YOU CONSULT A LAWYER.

**PROVISIONS OF THE CODE OF PENAL PROCEDURE
THAT CONCERN THE SERVICE, AND FILING OF APPLICATIONS AND REDUCTION OF COSTS,
UPON APPLICATION OF THE DEFENDANT.
(Sections 19, 31, 32, 252, 255, 256, 261, 262, 263 C.P.P.)**

19. Service of a written proceeding under this Code or the rules of practice may be made by mail or by a peace officer or bailiff.

31. A written application must briefly and precisely state the facts and grounds on which it is based and the conclusions sought. It must be accompanied with an affidavit attesting the truth of the facts stated.

Prior notice must be given of the date and place of a written application.

32. Unless otherwise provided, every prior notice and, where such is the case, every written application and affidavit must be served on the adverse party not less than five clear days before the date of the application must be filed in the office of the court of competent jurisdiction in the place where the application is to be made within the same time unless another time is fixed by the rules of practice.

252. The written application must be filed within 15 days after the defendant acquires knowledge of the judgment convicting him.

Notwithstanding the foregoing, the judge, on a written application, may relieve the defendant of the consequences of his delay if he proves that he was unable to file an application for reduction of costs within the prescribed time.

255. An application for revocation of judgment does not stay execution of judgment unless the judge so orders upon an application by the defendant.

Prior notice of the application must be served on the prosecutor unless he is present when it is made. In cases of urgency, however, the judge may order a stay of execution even if prior notice of the application has not been served on the prosecutor.

256. The person responsible for the execution of the judgment is bound to stay execution and to immediately return the order of execution to the office of the court on being served a duplicate of the decision granting the application for revocation of judgment or for stay of execution.

261. A defendant who has been convicted by default of an offence may demand that the costs be reduced to the minimum amount fixed regulation even if he pleads guilty to the offence.

262. The application for reduction shall be made in writing to the judge who rendered judgement or, of he is not available, to a judge having jurisdiction to render such a judgment in the judicial district where judgment was rendered.

Where judgment was rendered in the district contemplated in the second paragraph of article 187 or the second paragraph of article 218.3, the application for reduction may also be made in the district where proceedings were instituted.

263. The judge shall grant the application without costs if he is satisfied that it was not possible for the defendant to be aware, without negligence on his part, that the statement of offence had been served on him. If he dismisses the application, the judge may award the costs fixed by regulation against the defendant.

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC /Province of Quebec	
District de <i>District of</i>	Gatineau
Localité <i>Locality</i>	Ville de Gatineau / <i>City of Gatineau</i>
Dossier <i>File no.</i>	
Constat no. <i>Statement no.</i>	

(Nom,prénom) <i>(First and Last name)</i>	
(Adresse) <i>(Address)</i>	
(Ville,province) <i>(City, province)</i>	
(Code postal) <i>(Postal Code)</i>	# tél - (Phone no.)
(Courriel) <i>(E-Mail)</i>	

Contre / Vs **Partie demanderesse** **Défendeur**
Applicant **Defendant**

Ville de Gatineau / *City of Gatineau*
Partie intimée / Respondent **Poursuivant / Prosecutor**

DEMANDE DE RÉDUCTION DE FRAIS / APPLICATION FOR REDUCTION OF COSTS
(Article 261 - Code de procédure pénale / Section 261, Code of Penal Procedure)

À : UN JUGE DE CETTE COUR OU À UN JUGE DE PAIX, LA PARTIE DEMANDERESSE EXPOSE CE QUI SUIT:
TO : A JUDGE OF THIS COURT OR TO A JUSTICE OF THE PEACE, THE APPLICANT MAKES THE FOLLOWING STATEMENTS:

1. J'ai été déclaré coupable par défaut _____ et condamné à une amende de _____ \$
I was convicted by default on _____ DATE DU JUGEMENT / DATE OF JUDGMENT and sentenced to a fine of _____ \$ plus _____ \$ de frais dans le(s) dossier(s) mentionné(s) ci-dessus.
plus _____ of costs in the case(s) mentioned above.
2. J'ai pris **connaissance** du jugement le _____.
*I acquired **knowledge** of this judgment on _____ DATE*
3. Je demande à être relevé des conséquences de mon retard à présenter ma demande dans les 15 jours de la date où j'ai pris connaissance du jugement. Les motifs pour lesquels il m'a été impossible de présenter ma demande dans ce délai sont les suivants:
I request to be relieved of the consequences of not having filed my application within 15 days of the date on which I acquired knowledge of this judgment. I was unable to file my application within that period for the following reasons:
4. Je demande une réduction de frais de _____ \$ pour les motifs suivants:
I request a reduction of costs in the amount of _____ \$ for the following reasons:
5. Je demande de suspendre l'exécution du jugement pour les motifs suivants : / *I ask that the judgment execution proceedings be stayed for the following reasons :*

PAR CES MOTIFS, VOUS PLAISE D'ACCUEILLIR / FOR THESE REASONS, MAY IT PLEASE YOU TO GRANT

- ma demande pour être relevé des conséquences du retard à présenter la demande de réduction de frais dans le délai imparti - *my application to be relieved of the consequences of my not having filed the application for reduction of costs within the prescribed period;*
- d'accueillir la demande de sursis d'exécution de jugement et de réduction de frais - *that my application for stay of execution reduction of cost undo be allowed;*
- ma demande de réduction de frais - *my application for reduction of costs.*

À : Gatineau, le
IN : Gatineau , on

Partie demanderesse
Applicant

Défendeur
Defendant

ORIGINAL

**DÉCLARATION SOUS SERMENT OU AFFIRMATION SOLENNELLE
OATH OR SOLEMN AFFIRMATION**

Je, soussigné(e)
I, the undersigned,

né(e) le
born on

Employeur
Employer

et domicilié(e) au (adresse et code postal) – *and domiciled at (address and postal code)*

déclare sous serment – *Declare under oath*

affirme solennellement que – *solemnly affirm :*

- 1 – Je suis la partie demanderesse – *That I am the applicant ;*
2 – Tous les faits allégués dans la présente demande sont vrais
That all of the facts alleged in this application are true.

Et j'ai signé – *and I signed*

À : Gatineau, le _____
In : Gatineau, on _____

Partie demanderesse - *Applicant*

**CETTE SECTION DOIT OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉE POUR QUE VOTRE DEMANDE
SOIT DÉPOSÉE DANS VOTRE DOSSIER**

This section must be duly completed in order to file this application to the court

Déclaré sous serment – *Declared under oath*

Affirmé solennellement – *Solemnly affirmed*

devant moi – *before me*

À : Gatineau, le _____
In : Gatineau, on _____

Personne autorisée à recevoir le serment ou l'affirmation solennelle
(Commissaire à l'assermentation, avocat, notaire, juge de paix, greffier)
Person authorized to take oaths or solemn affirmation
(Commissioner for oaths, lawyer, notary, justice of the peace or the clerk of a court of law)

PRÉAVIS - PRIOR NOTICE

À : Ville de Gatineau et percepteur des amendes
25, rue Laurier, 6^e étage
Gatineau (Québec)
J8X 4C8

To : *The City of Gatineau and Collector of fines*
25 Laurier Street, 6th floor
Gatineau (Québec)
J8X 4C8

PRENEZ AVIS que la présente demande sera présentée à la Cour municipale de **Gatineau**
TAKE NOTICE that this application will be files at the Municipal Court of **Gatineau**

(secteur Hull) 25, rue Laurier - 6^e étage - salle 1
(secteur Hull) 25, rue Laurier - 6^e étage - salle 2
(secteur Aylmer) 115, rue Principale, 5^e étage

Le – *on* _____, à – *at* _____ heures – *hours*

À : Gatineau, le _____
In : Gatineau, on _____

Partie demanderesse - Applicant

REÇU COPIE POUR VALOIR SIGNIFICATION LE _____
COPY RECEIVED IN LIEU OF SERVICE

Nom (lettres moulées) – *Name (please print clearly)*
POUR LA VILLE DE GATINEAU ET LE PERCEPTEUR DES AMENDES
For the City of Gatineau and the Collector of fines

Signature